



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 02 mars 2021

Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°2021-0027 du 02/03/2021

Portant mise en demeure de présenter une demande d'autorisation de changement
d'exploitant et une notification d'arrêt d'activité

**Sociétés SAMFI INVEST, INDUSTRY, ALPINE ALUMINIUM SAS, ALPINE INDUSTRY SAS et ALPINE
STEEL SAS – Site Alpine Aluminium à Annecy (Cran Gevrier)**

VU la directive 2010/75/UE , notamment ses articles 3, 4, 11 et 22 ;

VU le code de l'environnement et notamment son livre I, son article L. 171-7, son livre V relatif aux
installations classées pour la protection de l'environnement et son article R.516-1 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à
l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Alain ESPINASSE, Préfet, en qualité de
Préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n° PREF/DRHB/BOA/2020-022 du 24 août 2020 de délégation de signature à Madame
Florence GOUACHE, Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1994-94 du 25 octobre 1994 autorisant la société Pechiney Rhénalu à
poursuivre l'exploitation à Cran Gevrier d'une unité de transformation de l'aluminium ;

VU l'arrêté préfectoral n° 201.53 du 11 mars 2010 fixant les prescriptions applicables à l'établissement de
Cran Gevrier susvisé, exploité à cette date par la société Compagnie Alpine d'Aluminium ;

VU l'arrêté préfectoral n° PAIC 2017-0044 du 16 juin 2017 autorisant le changement d'exploitant au
bénéfice de la société Alpine Aluminium et fixant des prescriptions complémentaires ;

VU l'arrêté préfectoral n° PAIC 2018-0100 du 19 octobre 2018 réglementant les activités de l'usine de
transformation d'aluminium exploitée au 74 avenue de la République Cran-Gevrier exploitée par la
société Alpine Aluminium ;



VU le jugement du tribunal de commerce d'Annecy du 3 décembre 2019 arrétant le plan de cession des actifs de la société Alpine Aluminium au profit des sociétés SAMFI-INVEST et INDUSTRY avec faculté générale de substitution au bénéfice des sociétés SAS Alpine Industry, Alpine Aluminium et Alpine Steel;

VU les rapports de l'inspecteur des installations classées des 30 novembre 2020 et 11 janvier 2021 ;

VU le courrier du 24 décembre 2020 de Maître Moullé agissant en qualité de mandataire des sociétés SAMFI-INVEST, INDUSTRY, ALPINE ALUMINIUM SAS, ALPINE INDUSTRY SAS et ALPINE STEEL SAS, en réponse à la procédure contradictoire ;

VU l'absence de réponse des sociétés SAMFI-INVEST, INDUSTRY, ALPINE ALUMINIUM SAS, ALPINE INDUSTRY SAS et ALPINE STEEL SAS, à la procédure contradictoire du 22 janvier 2021 ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite du jugement du tribunal de commerce du 3 décembre 2019 les sociétés SAMFI-INVEST et INDUSTRY doivent être considérées comme les ayant-droit de la société Alpine Aluminium, ancien exploitant de l'usine de transformation de l'aluminium située au 74 avenue de la République Cran-Gevrier et sont devenues exploitants de fait de cette usine ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.642-8 du code du commerce les sociétés SAMFI-INVEST et INDUSTRY ont entendu exercer elles-mêmes la gestion de l'entreprise cédée et se sont substituées au liquidateur jusqu'à la date effective des actes de cession ;

CONSIDÉRANT la faculté générale de substitution des sociétés SAMFI-INVEST et INDUSTRY au bénéfice des sociétés SAS Alpine Industry, Alpine Aluminium et Alpine Steel ;

CONSIDÉRANT l'article 3 de la directive 2010/75/UE qui définit la notion d'exploitant ;

CONSIDÉRANT que le changement d'exploitant pour l'exploitation de l'usine de transformation de l'aluminium précitée est soumis à la procédure d'autorisation de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les sociétés ont manifesté ne pas avoir la volonté de poursuivre l'exploitation de l'installation en tant que telle ;

CONSIDÉRANT que lors de son inspection du 16 septembre 2020 l'inspecteur de l'environnement a pu constater que les installations étaient à l'arrêt et connaissaient un début de démantèlement ;

CONSIDÉRANT la nécessité de protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 :

Les sociétés ci-après désignées :

- SAMFI-INVEST (SIREN n° 553 820 838), dont le siège social est établi 179 rue du poirier 14650 Carpiquet

- INDUSTRY (SIREN n° 753 095 389), dont le siège social est établi 36 avenue Hoche 75008 Paris

- ALPINE ALUMINIUM SAS (SIREN n° 852 006 089), dont le siège social est établi 179 rue du poirier 14650 Carpiquet

- ALPINE INDUSTRY SAS (SIREN n° 851 911 669), dont le siège social est établi 179 rue du poirier 14650 Carpiquet

- ALPINE STEEL SAS (SIREN n° 851 912 253), dont le siège social est établi 179 rue du poirier 14650 Carpiquet

sont solidairement mises en demeure de présenter, sous un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, une demande d'autorisation de changement d'exploitant conforme aux dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement pour l'usine de transformation de l'aluminium qu'elles exploitent de fait au 74 avenue de la République Cran-Gevrier 74960 ANNECY.

Article 2 :

Les sociétés SAMFI-INVEST, INDUSTRY, ALPINE ALUMINIUM SAS, ALPINE INDUSTRY SAS et ALPINE STEEL SAS sont solidairement mises en demeure d'engager, sous un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, la procédure de mise à l'arrêt définitif prévue par l'article R.512-39-1 du code de l'environnement pour l'usine de transformation de l'aluminium qu'elles exploitent de fait au 74 avenue de la République Cran-Gevrier 74960 ANNECY.

Article 3 :

A défaut d'exécution dans le délai imparti aux articles 1 et 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues à l'article L 171-8 II du même code.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié aux sociétés SAMFI-INVEST, INDUSTRY, ALPINE ALUMINIUM, ALPINE INDUSTRY et ALPINE STEEL.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

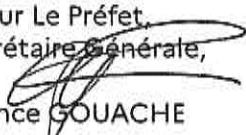
1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'article 1.

Article 5 :

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Savoie et dont copie sera adressée à monsieur le maire d'Annecy.

Pour Le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Florence GOUACHE